https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2343

Une urgence à laquelle le gouvernement doit répondre

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -

Date de mise en ligne : vendredi 21 mars 2025

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits réservés

Former des personnels pour rouvrir des lits dans les hôpitaux.

Les hôpitaux publics sont en souffrance ! Des lits ont été massivement fermés, les malades sur les brancards dans les services d'urgence sont le symbole de cette catastrophe. Il faut rouvrir des lits mais le personnel manque. Il faut donc d'urgence former et recruter.

Au JO du 30 janvier est parue la loi relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé. Pour que cette loi ne devienne pas un motif de fermetures lors de son application au 1er janvier 2027 - c'est dans moins de deux ans - cela suppose des infirmières, des aides-soignantes.

Or, qu'a-t-on appris ? Par un communiqué du 19 décembre, Régions de France alertait : l'Etat reste silencieux sur la poursuite du Protocole État-Régions en faveur des formations sanitaires et sociales. Faute de pérennisation du financement de ce protocole, ce pourrait être une fermeture de plusieurs centaines voire milliers de places dans les instituts de formation, particulièrement d'infirmièr.e.s et d'aide-soignants. Depuis, un message circule : cela va s'arranger. Mais concrètement, rien ! Il faudrait un engagement dans la durée !

Sur le terrain, on apprend qu'à l'Institut de formation de Marmande le Conseil Régional a supprimé 23 places d'élèves infirmier(e)s sur 75 et 10 d'aides soignant(e)s sur 40 pour la prochaine rentrée. Ce sont aussi les budgets de promotion professionnelle des hôpitaux qui sont réduits à portion congrue.

Les ministres de la santé se succèdent à un rythme rapproché ! Qu'attend l'actuel ? Passer le bébé à son successeur ? Ce n'est pas sérieux. Notre pays a besoin d'engagements durables dans la formation de soignants. Les écoles d'aide-soignant ne sont pas pleines, les élèves infirmiers abandonnent massivement en cours d'étude. Pour la Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, des mesures sont urgentes : supprimer Parcoursup pour les formations d'infirmiers, ouvrir massivement des places dans les écoles d'infirmiers avec les budgets correspondants pour un enseignement de qualité - la fréquente multiplication des cours en visio ne permet pas le soutien nécessaire - et salarier les apprenants pendant leur formation en échange d'un engagement de service public.

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE